

## Fin de la COP 23 : la planète brûle, les diplomates tournent en rond

18 novembre 2017 / Marie Astier (Reporterre)

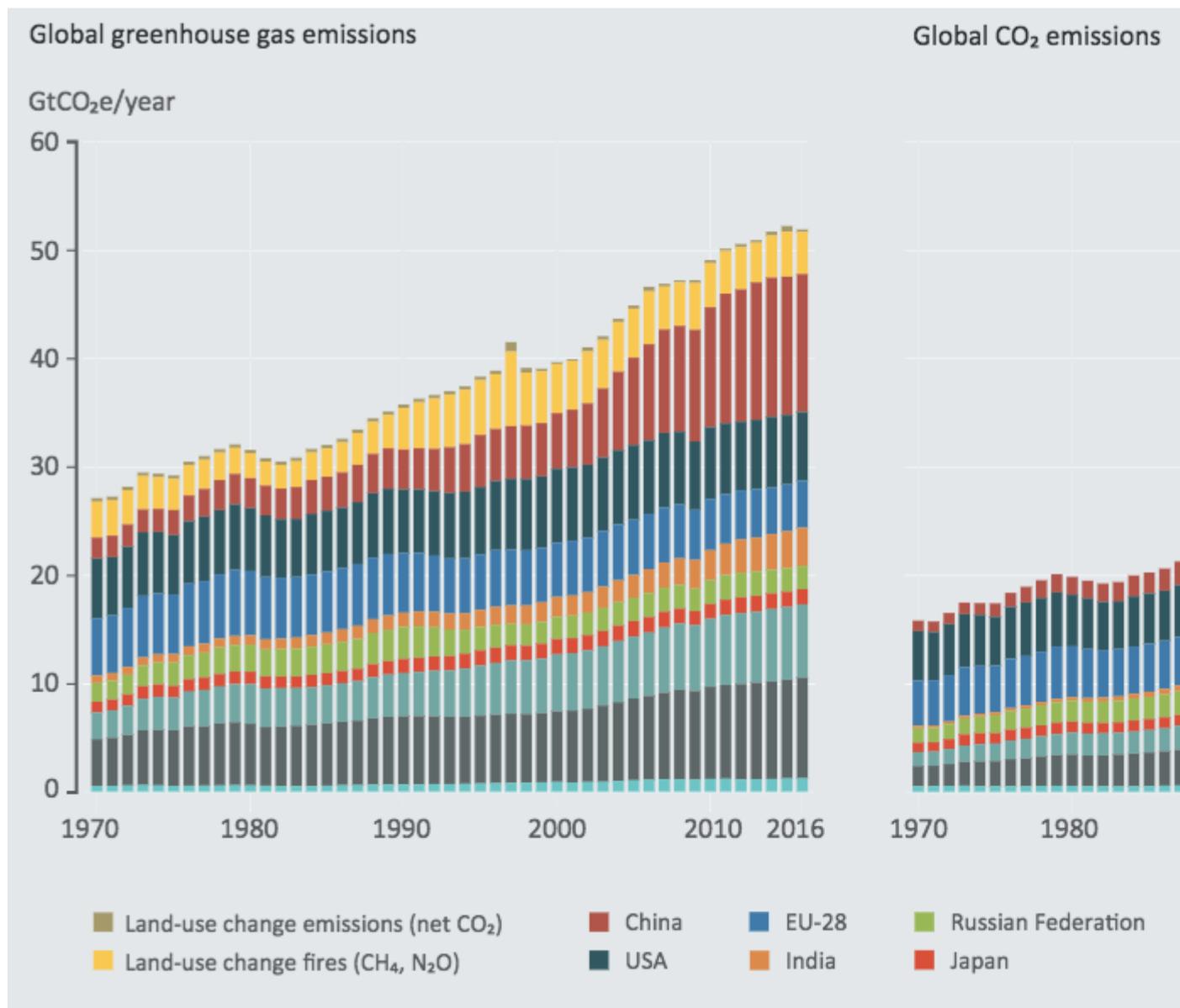


La COP23 s'est achevé vendredi 17 novembre sur la déception. Déstabilisés par le retrait des États-Unis de l'Accord de Paris, les États n'ont pratiquement pas avancé sur la mise en oeuvre de ce traité.

« Une COP d'étape », « décevante », « sans leadership politique » : c'est avec peu d'enthousiasme que ceux qui ont suivi la COP23 la décrivent. La 23<sup>e</sup> Conférence des parties de

l'ONU sur le climat, qui a réuni 196 pays ainsi que l'Union européenne, s'est close hier vendredi 17 novembre à Bonn, en Allemagne.

L'objectif de ces deux semaines de négociations était, selon les mots de l'ONU, « *d'accélérer la mise en œuvre des objectifs de l'Accord de Paris* », adopté il y a deux ans, et qui fixe comme objectif une limitation du changement climatique à 1,5 °C. Or, pour l'instant, les engagements de réduction des émissions de gaz à effet de serre annoncés par les États aboutissent à un réchauffement de 3 °C.



**Les émissions mondiales de gaz à effet de serre ne se réduisent pas, malgré les engagements pris (source : UNEP)**

Aucune décision importante n'était attendue cette année, mais cette COP devait poser les bases pour qu'en 2018, les pays relèvent leurs promesses en faveur de l'atténuation du changement climatique.

« Cette COP a fait le travail et a posé les bases d'un dialogue entre les États sur ce sujet », assure Lucile Dufour, responsable négociations internationales et développement au Réseau

action climat (RAC) France. En effet, les 197 parties se sont engagées à poursuivre le « *dialogue de Talanoa* » pendant toute l'année 2018, afin d'arriver avec des propositions concrètes à la prochaine COP. Contrairement à ce que certains craignaient, la délégation officielle états-unienne n'a pas empêché d'avancer. Les observateurs la décrivent comme « *discrète* » et « *constructive* ».

### **« Des annonces fondées sur la politique des petits pas »**

Mais les discussions ont achoppé sur plusieurs points, en particulier sur la question du financement de l'aide consentie par les pays développés à l'égard des pays en développement. « *Alors que l'année 2017 a été marquée par des événements climatiques exceptionnels, il n'y a pas eu d'avancées concrètes pour aider les populations les plus vulnérables à faire face aux impacts du changement climatique* », dit Armelle Lecomte, membre de la délégation de l'ONG Oxfam à Bonn.

L'Accord de Paris prévoit que les « *financements climat* » s'élèvent à 100 milliards de dollars par an en 2020. « *Or, en incluant les investissements privés, on arriverait pour l'instant officiellement à 67 milliards. Selon nos calculs, c'est même moins, entre 18 et 34 milliards de dollars seulement. Pourtant les pays développés sont arrivés les mains vides* », note Armelle Lecomte. Un point essentiel des négociations, car si les pays développés ne tiennent pas leurs engagements financiers, les pays en développement refuseront de faire plus d'efforts.

Ce sujet a ainsi « *accaparé les discussions* », selon David Levaï, directeur du programme climat à l'Iddri (Institut du développement durable et des relations internationales). Or, ces discussions devaient plutôt porter sur la mise en œuvre de l'Accord de Paris, avec la définition de règles communes pour, par exemple, comptabiliser les efforts de chaque pays de réduction de ses émissions de gaz à effet de serre, ou encore les moyens apportés à la lutte contre le changement climatique. Les négociations n'ont « *pas autant avancé qu'on l'aurait espéré. Cela laisse beaucoup de travail pour l'an prochain* », explique le chercheur. Une situation qu'il estime due à un « *manque de leadership gouvernemental. C'est très bien que Angela Merkel et Emmanuel Macron soient venus, notamment parce que le leadership européen pourrait combler la perte de celui des États-Unis.* »



**Emmanuel Macron et Angela Merkel à Bonn, lors de la COP23.**

Mais cela n'a pas été suffisant. *« La plupart des États se sont cachés derrière des postures de négociation, et ont utilisé l'argument du retrait des États-Unis pour ne pas aller plus loin, analyse de son côté Lucile Dufour. Il y a eu un décalage entre une reconnaissance de l'urgence dans les discours des chefs d'État — notamment celui d'Emmanuel Macron — et à côté des annonces fondées sur la politique des petits pas », poursuit-elle. « Par exemple, il a annoncé des crédits pour le Giec [groupe intergouvernemental d'experts sur le climat], mais c'est une toute petite partie des financements nécessaires pour le climat. »*

Le « in » de la COP — c'est-à-dire l'espace dédié aux négociations officielles entre gouvernements — a donc déçu beaucoup d'acteurs. *« Pour la première fois, le cœur de la COP n'était pas du côté réservé aux négociations gouvernementales, mais dans l'espace du "off", où les acteurs exposent leurs actions concrètes en faveur de la lutte contre le changement climatique. Il y avait une dichotomie renforcée entre des négociations au ralenti, et une action climatique boostée », observe David Levai.*

### **Les regards se tournent désormais vers les prochaines étapes**

Parmi les initiatives remarquées, celle de l'« Alliance globale pour la sortie du charbon », lancée par le Royaume-Uni et le Canada, et rassemblant une vingtaine d'États. L'Angola, la Belgique, la Finlande, la France, l'Italie, les îles Marshall, le Portugal, le Salvador, mais aussi plusieurs États américains et canadiens (Washington, Alberta, Vancouver...) l'ont rejointe.

Le « off » accueillait également une délégation états-unienne nombreuse : représentants des villes, États de la fédération et de la société civile sont venus montrer leur engagement pour le climat et leur désaccord avec la décision du président des États-Unis, Donald Trump, de retirer

son pays de l'Accord de Paris. « Ils étaient très présents et la moitié des délégués états-uniens portaient un badge "We Are Still In" ["nous en faisons toujours partie"], pour montrer qu'ils étaient présents et adresser un message politique à Washington », raconte David Levai.



### **Manifestation à Bonn contre l'exploitation du charbon en marge de la COP23.**

Un dynamisme bienvenu, mais « qui ne doit pas faire oublier que la responsabilité incombe aux États, rappelle Lucile Dufour. C'est à eux de donner des signaux à l'ensemble de la société, aux entreprises, pour aller plus loin dans les engagements en faveur du climat. »

Les regards se tournent désormais vers les prochaines étapes. Le 12 décembre, un sommet à Paris doit discuter des financements pour le climat. Puis en 2018, un rapport du Giec très attendu dessinera le climat que nous promettent les engagements actuels des pays en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, et les efforts supplémentaires à effectuer pour tenir l'engagement de limiter le réchauffement à 1,5 °C.

Tout cela devrait permettre de préparer la COP24, qui sera « la prochaine étape cruciale », souligne Sandrine Maljean-Dubois, directrice de recherche au CNRS. « Si l'on n'arrive pas à se mettre d'accord l'an prochain pour augmenter les contributions des pays à la réduction des gaz à effet de serre, comme le prochain rendez-vous est fixé en 2023, ce sera trop tard pour atteindre des objectifs ambitieux », note-t-elle.

Elle n'attendait pas énormément de cette COP23 : « *Dans les négociations climat, on avance par paquets de décisions qui constituent ensemble un compromis. On n'a pas avancé parce que cette COP n'avait pas prévu de prendre un paquet de décisions.* » Espérons donc qu'en matière de négociation climat, les États fonctionnent comme des élèves qui procrastinent, et se mettent au travail quand l'échéance devient toute proche et irrémédiable.

---

Vous avez aimé cet article ? Soutenez Reporterre.